



COMMENT CRÉER UNE ASSOCIATION UTOPIA HORS DE FRANCE

HOW TO CREATE A UTOPIA ASSOCIATION OUTSIDE OF FRANCE

COMO CREAR UNA ASOCIACIÓN UTOPIA FUERA DE FRANCIA



LE PROJET UTOPIA



Trait d'union entre le mouvement social, le monde politique et le monde intellectuel, Utopia se définit comme une coopérative citoyenne et politique.

Laboratoire d'idées, ONG, Maison d'Édition, mouvement de résistance et d'expérimentations concrètes,... Utopia est tout cela à la fois.

Utopia souhaite dessiner les contours d'un espace politique fédérant des peuples, des Etats qui, quelle que soit leur situation géographique, partagent une ambition et des valeurs communes : l'environnement comme bien commun de l'humanité, l'accès universel aux biens et droits fondamentaux, la souveraineté alimentaire, la liberté de circulation et d'installation et le développement de nouveaux espaces de démocratie.

POUR UN NOUVEL ESPACE POLITIQUE MONDIAL

Avant de proposer l'esquisse d'un nouveau projet de société le Mouvement Utopia tente de déconstruire les aliénations de nos sociétés dites « développées » et notamment : le dogme de la croissance comme solution à nos maux économiques, la croyance en la consommation comme seul critère d'épanouissement individuel, la centralité de la valeur travail comme seul mode d'organisation de la vie sociale. Nous pensons qu'il est aussi nécessaire de s'interroger sur la notion de progrès et l'usage de plus en plus controversé qui en est fait. Le combat contre ces aliénations est indispensable pour construire le cadre de la société dans laquelle nous voulons vivre.

Mais l'objectif premier du Mouvement reste la construction collective d'un grand projet de société. Nous construisons ce projet de façon démocratique en imaginant des ponts entre la société civile, le monde politique, académique, culturel et les citoyens engagés.

Ce projet de société, en construction permanente, est basé sur cinq principes constituants.



LES CINQ PILIERS D'UN NOUVEL ESPACE POLITIQUE MONDIAL

L'ENVIRONNEMENT, BIEN COMMUN DE L'HUMANITÉ

Ce premier principe est nécessaire pour rappeler le lien indissociable entre l'être humain et son environnement, et l'obligation qui nous est faite de préserver la nature pour les générations futures. Le constat actuel est accablant : pillage des ressources naturelles, changement climatique, perte de biodiversité, pollution... nous entraînent vers des modifications radicales des conditions de vie de l'ensemble des populations de la planète. L'accès à l'eau, l'agriculture, la santé... sont parmi les principaux domaines impactés, faisant de la préservation de l'environnement un des défis majeurs du XXI^e siècle.

Ainsi nous demandons à ce que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement soit considéré comme un droit fondamental. De même, nous soutenons l'idée de politiques énergétiques basées sur la sobriété, les énergies renouvelables et la recherche d'une plus grande efficacité énergétique, considérant l'accès à l'énergie comme un autre bien fondamental. Dans la même optique, il est urgent de décider et de programmer une sortie la plus rapide possible du nucléaire dans les pays qui l'utilise. Il est aussi crucial de reposer le débat sur l'extractivisme et ses liens avec la dette publique et la dette écologique.

L'ACCÈS UNIVERSEL AUX DROITS ET BIENS FONDAMENTAUX

Comment espérer s'épanouir et exercer pleinement sa citoyenneté sans accès à des droits fondamentaux tels qu'un toit, l'eau et l'assainissement, un minimum de nourriture, un accès à une information libre et indépendante, à une éducation gratuite... ? Aujourd'hui, la logique dominante associe systématiquement un devoir à chaque droit, allant ainsi à l'encontre de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (qui prévoit des droits liés à l'individu du seul fait de son existence). Nous souhaitons élargir et consolider l'accès effectif et universel aux droits fondamentaux, qu'ils soient civils ou politiques, mais aussi économiques, sociaux et culturels. Quelles que soient les conditions d'accès à ces biens communs inaliénables, inconditionnels et universels (via des entreprises publiques, de l'économie sociale et solidaire, ou une appropriation publique et citoyenne...), ils doivent tous être sortis du système de marchandisation et de privatisation gouverné par la loi du profit maximum.

Le droit d'accès à un minimum de ressources est la condition d'une existence digne. C'est pourquoi nous défendons notamment l'instauration d'un revenu universel, distribué de façon inconditionnelle et égalitaire à toutes les citoyennes et tous les citoyens. Il s'agit finalement de défendre une vision élargie des biens et droits fondamentaux, sur lesquels pourrait enfin se bâtir une citoyenneté pleine et entière.

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Concept développé par plusieurs centaines d'ONG mondiales, la souveraineté alimentaire établit le droit qu'a chaque pays de protéger sa production, et par là-même son autonomie alimentaire, des méfaits du libre-échange. Aujourd'hui notre planète a la capacité de nourrir l'ensemble des êtres humains, et pourtant plus d'un milliard d'entre eux souffrent de sous-alimentation. Nous faisons à ce sujet nôtres les propositions de Via Campesina : donner la priorité à une agriculture vivrière diversifiée et écologique, veiller à ce que les producteurs soient rémunérés au juste prix pour leur production, travailler à une véritable redistribution des terres, protéger les semences par le refus de brevets et la lutte contre les OGMs... Il s'agit aussi de développer la relocalisation des productions comme réponse aux dégâts environnementaux et sociaux, à la destruction des équilibres locaux et régionaux générés par la mondialisation commerciale et financière.

LA LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION DES PERSONNES

Nous considérons que les flux migratoires sont avant tout un facteur d'enrichissement culturel et social, et que la planète est un patrimoine commun. Le droit à la migration nous apparaît donc comme un droit fondamental. De plus, nous estimons que les droits fondamentaux octroyés aux citoyens d'un pays doivent être accordés de la même façon aux immigrés. Une politique migratoire ouverte et humaniste est aujourd'hui plus que nécessaire, notamment lorsque l'on sait que la pression migratoire est alimentée par l'instauration d'un ordre économique mondial de plus en plus déséquilibré, et que l'aide au développement accordée par les pays économiquement riches n'a cessé de baisser depuis les années 1990.

Dans ce cadre, Utopia a donc créé, aux côtés d'Emmaüs International et de France Libertés, l'Organisation pour une citoyenneté universelle, qui défend notamment l'initiative du « passeport de citoyenneté universelle », outil politique destiné à promouvoir la liberté de circulation et d'installation des personnes comme un droit fondamental.

LE DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX ESPACES DE DÉMOCRATIE

Alors que de nombreux peuples expriment leur désir de démocratie dans le monde arabe, en Asie, en Afrique, les « démocraties » occidentales apparaissent plus malades que jamais : taux d'abstention élevés, défiance à l'égard du politique, implication populaire limitée... pour autant, certaines avancées existent : en témoignent les processus constitutifs récents en Islande, en Équateur. Ces exemples ont bien sûr chacun leurs limites, mais la refondation démocratique n'en est pas moins au cœur de tout projet d'émancipation et de transformation sociale. Elle doit aboutir à la mise en place d'institutions basées sur le respect de deux principes indissociables : le respect des droits et libertés individuelles et collectives ainsi que l'égalité des citoyens. La démocratie doit être défendue comme une valeur « universelle » qui, si elle ne signifie pas une uniformisation des régimes et des institutions, donne à l'individu des droits, protège les minorités et combat les aliénations.

Nous appelons pour cela à la mise en œuvre d'un processus constituant mondial, qui permettrait la mise en place de nouvelles institutions et le dépassement des États-nations. Dans l'intervalle nécessaire à cette mise en œuvre, nous appelons à une réforme profonde de l'ONU.

Enfin, la souveraineté populaire doit être réaffirmée, notamment par le développement d'un pouvoir d'initiative et de contrôle citoyen. Cette souveraineté populaire et cette nouvelle conception de la démocratie seront inscrites dans un cadre indispensable : celui, plus large, des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes et à prendre toutes les mesures nécessaires propres à consolider la paix, sur le principe de non agression mutuelle et de non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, et à affermir leurs liens fraternels, le tout sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

Nous ne souhaitons et nous ne pouvons réussir seuls. C'est pourquoi nous vous appelons à rejoindre la galaxie Utopia. Cet appel est destiné à toutes les organisations qui vont dans la même direction, même si elles développent d'autres méthodes ou se concentrent sur certains thèmes spécifiques pour faire bouger les lignes. La dynamique a commencé, les réseaux se construisent. Produisons collectivement une pensée nouvelle à la hauteur des enjeux, aujourd'hui, ensemble.

CONSTITUTION DU RÉSEAU MONDIAL UTOPIA

Afin de répondre aux demandes de partenariat formulées par certains pays d'Afrique et d'Amérique latine et d'organiser un réseau mondial le plus large et cohérent possible, nous vous proposons la démarche suivante :

UNE RENCONTRE AU FSM DE TUNIS,

qui a lieu du 24 au 28 mars 2015, si vous avez la possibilité de vous y rendre. Utopia y sera largement représenté, nous envisageons dès à présent de travailler sur les thèmes suivants :

- liberté de circulation et d'installation avec l'O.C.U (www.o-c-u.org),
- gouvernance alternative des migrations avec l'O.C.U,
- climat, notamment les réfugié-es climatiques,
- **constitution du réseau mondial utopia**, avec les associations intéressées par un partenariat avec Utopia.

Utopia était présent aux FSM en 2013 de Tunis et de Dakar en 2011 et aux FSM en Amérique latine (Porto Alegre).

UNE PRÉSENTATION DE VOTRE ORGANISME,

par les réponses au questionnaire ci-joint, afin de faire connaissance :

- moyens humains de l'association partenaire
- réseaux locaux et internationaux de l'association partenaire
- budget de l'association partenaire
- articulation entre la société civile et le politique
- contexte politique du pays
- modes d'action de l'association partenaire

LA SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT

Actuellement, il existe Utopia-Mauritanie, une **convention de partenariat** a été signée avec une association locale « Initiatives Pour Tous »

Suite à la mise en place de votre groupe Utopia, nous vous proposons de mener une réflexion sur votre projet Utopia, qui commencera par :

- une réflexion sur 2 piliers (parmi les 5 proposés par Utopia) :
 - liberté de circulation
 - environnement
 - autre domaine de réflexion souhaité avec Utopia
- l'apport de votre organisation à la réflexion collective d'Utopia

Cette étape se poursuivra lors de l'Université d'Été 2016 par la mise en commun des réflexions des différents groupes, pour aboutir à un texte commun Utopia Monde.

CONNAÎTRE UNE ASSOCIATION EN DEMANDE DE PARTENARIAT AVEC UTOPIA

Ce questionnaire a pour objectif de fournir à UTOPIA tous les éléments utiles pour faciliter les relations.

CRÉATION

- Nom de l'association/ONG
- Date de la création
- Membres fondateurs
- Nombre de membres adhérents à la création
- Nombre de membres actifs à la création
- Circonstances de la création
- Éléments d'information sur l'existence légale
- Statuts
- Objectifs, missions et projets de départ
- Domaine(s) d'activité

SITUATION ACTUELLE EN 2015

- Responsable (président)
- Adresse de l'ONG
- Site web, blog, page facebook, compte Twitter
- Nombre de membres adhérents en 2015
- Nombre de membres actifs en 2015
- Envergure : personnel (bénévoles, salariés, nombre), locaux, couverture géographique, ressources financières
- Équipement (ordinateurs, salle de formation, salle de réunion,...)
- Domaine(s) d'activité
- Fonctionnement (fréquence des réunions, par courrier électronique, par skype,...)
- Objectifs : état de la réalisation des objectifs et projets initiaux, nouveaux objectifs
- Contacts

CONTEXTE INSTITUTIONNEL

- Partenaires et réseaux de la société civile (locaux, internationaux), donner les adresses des sites WEB
- Relations avec les partis politiques (lesquels ?)
- Précisez si parmi les membres de votre ONG il y a des élus et combien
- Relations avec les institutions : politiques, administratives, collectivités territoriales

MOTIVATIONS POUR FAIRE PARTIE DU MOUVEMENT UTOPIA

- Comment avez-vous connu UTOPIA ?
 - Les fondements de l'association partenaire en lien avec les fondements d'Utopia auxquels il faut adhérer pour monter un Utopia local
 - Grandes orientations du partenariat et problématiques envisagées
 - Bénéfices et résultats attendus (ex : renforcement des capacités, représentation...)
 - Expliquer en quelques lignes les motivations de la demande
-

HOW TO CREATE A UTOPIA ASSOCIATION OUTSIDE OF FRANCE



Photo : © Anton Keperona

UTOPIA'S PROJECT



Acting as a link between social movements, the political and the intellectual worlds, Utopia defines itself as a civil and political cooperative. Think tank, NGO, publisher, resistance and experimental alternatives movement...

Utopia is all of the above.

Utopia wishes to sketch out a political space which would federate peoples and States, whatever their geographical situation may be, who share an ambition and common values: the environment as a common good of humanity, universal access to basic rights, food sovereignty, freedom of movement and settlement and the development of new democratic spaces.

www.mouvementutopia.org / contact@mouvementutopia.org
www.facebook.com/mouvementutopia / www.twitter.com/mouvementutopia

FOR A NEW GLOBAL POLITICAL SPACE

Before it offers the outline for a new model of society, the Utopia Movement tries to deconstruct the alienations of our so called “developped” societies, especially the dogma of growth as an answer to all our economic woes, the belief in consumption as the only measure of individual well-being and the dominance of the work ethic as the only organisational principle of social life. We find it necessary to question the notions of progress and its increasingly controversial use. The struggle against these alienations is indispensable in order to build the foundations of the society in which we wish to live.

But the movement’s main goal is to collectively build a great new social project. We build this project in a democratic way, by imagining bridges between the civil society, the political, academic and cultural worlds as well as the active citizens.

This social project, under permanent construction, is based upon five essential principles.



THE FIVE PILLARS OF A NEW GLOBAL POLITICAL SPACE

THE ENVIRONMENT, COMMON GOOD OF HUMANITY

This first principle is a necessary reminder of the indestructible link between human beings and their environment as well as our moral obligation to preserve nature for the coming generations. The present state of things is appalling: the plundering of natural resources, climate change, loss of biodiversity, pollution... are pulling us towards radical alterations of the living conditions of all of the world's populations. Access to water, agriculture, health... are among the main areas of impact, making the preservation of the environment one of the greatest challenges of the 21st century.

So we demand that access to drinkable water and sanitation be considered as fundamental rights. We also support the idea of energy policies based on sobriety, renewable energies and the search for greater energy efficiency, considering access to energy as another fundamental right. In the same perspective, voting and programming an end of nuclear energy as fast as possible in countries where it is used is an emergency. It is also crucial to reopen the debate on extractivism, exposing its links to public and environmental debts.

UNIVERSAL ACCESS TO FUNDAMENTAL RIGHTS AND GOODS

How can we hope to thrive and fully exercise our citizenship without access to fundamental rights such as a roof, water and sanitation, minimal quantities of food, access to free and independent information, free education... ? Today, the dominant logic symmetrically assigns a responsibility to each right, which goes against the Universal Human Rights declaration (which states that rights belong to individuals and are justified by his simple existence). We wish to expand and consolidate the effective access to basic rights; be they civil or political, as well as economical, social and cultural. No matter what the conditions are to access these inalienable, unconditional and universal commons goods (through public companies, social enterprise or a public and civil appropriation...), they must exit the commercialising and privatising system, governed by the sole law of maximised profits.

The access rights to a minimal quantity of resources is the condition for a decent existence. That is why we support the creation of a universal income, to be distributed equally and unconditionally to all citizens. The point is to defend an expanded vision of fundamental goods and rights, on which a true and effective citizenship can be built.

FOOD SOVEREIGNTY

Established by several hundred international NGOs, the concept of food sovereignty insure the right for each country to protect his production, and through it its food autonomy, from the perils of free trade. Today, our planet has the capacity yo feed all living human beings, and yet over a billion suffer from undernourishment. We adopt the proposals of Via Campesina on these issues: giving priority to a diversified and environmentally sound food agriculture, insuring that producers are paid the proper price for their products, working towards a true redistribution of land, protecting the seeds by refusing their patenting and fighting GMOs... We must also promote the return to local production as an answer to the environmental and social damages, the destruction of local and regional balances generated by the commercial globalization.

FREEDOM OF MOVEMENT AND SETTLEMENT FOR HUMAN BEINGS

We consider that migratory flows are above all a factor of cultural and social enrichment, and that the planet is a common heritage. We therefore look upon the right to migrate as a fundamental one. Moreover, we believe that the fundamental rights conceded to a country's citizens should be granted to immigrants in the same way. An open and humanistic migratory policy is more than necessary today, especially when we acknowledge that the migratory pressure is fed by the introduction of an ever more unbalanced global economic order, and that the development aid granted by economically rich countries has been dropping steadily since the 1990's.

With this in mind, Utopia has created, along with Emmaüs international and France Libertés, the Universal citizenship organisation, supporting in particular the "Universal citizenship passport" initiative, a political tool meant to promote the freedom of movement and settlement of people as a fundamental right.

DEVELOPPING NEW SPACES OF DEMOCRACY

As numerous peoples express their desire for democracy in the Arab world, in Asia, in Africa, the Western "democracies" appear as weakened as ever: low voting rates, distrust regarding politics, limited popular involvement... Some advances do occur, however, as illustrated by the recent constituent process in Iceland, in Ecuador. Each of these examples does have its limits, but political reform is nonetheless at the heart of every emancipation and social transformation project. It must lead to the implementation of institutions based on the respect of two indissociable principles: respect for individual and collective rights and freedoms, as well as the equality of all citizens. Democracy must be defended as a "universal" value which, while it does not entail the alignment to a single model of regimes and institutions, does grant rights to individuals, protection to minorities and fights alienation.

For this reason, we call for a global constituent process, which would allow for new institutions and progressing beyond the nation-States. Before such a process can be brought out, we call for a deep reform of the UNO.

Finally, the people's sovereignty must be reaffirmed, especially through the development of a power of initiative and control by the citizens. This popular sovereignty and this new vision of democracy will take place in the broader and necessary frame of the peoples' right to self-determination and their rights to take any necessary steps to consolidate peace, according to the principles of non-aggression and mutual non-interference within domestic affairs, and to strengthen their fraternal bonds, regardless of race, gender, language or religious beliefs.

We do not wish to and could not succeed by ourselves. That's why we invite you to join the Utopia network. This called is meant for all the organisations that follow the same direction, even those that seek to elaborate other means or that focus on specific issues to bring about change. The motion has been started, the networks are being built. Let's create new ideas to meet today's challenges, together.

CONSTITUTION OF THE UTOPIA GLOBAL NETWORK

In order to answer the demands for partnerships coming from African and Latin American countries, and to organise a global network as large and coherent as possible, we suggest the following procedure:

A MEETING AT THE TUNIS WSF,

that will take place between the 24th and 28th of March 2015, if you have the opportunity to be there. Utopia will be broadly represented, and we are planning to work on the following issues:

- freedom of movement and settlement with the U-C-O (www.o-c-u.org/en),
- alternative migratory policies with the U-C-O,
- climate issues, especially climatic refugees,
- **the constitution of a Utopia global network**, with the organisations interested in such a partnerships

Utopia was present at the WSFs of Tunis in 2013, Dakar in 2011 and in Latin America (Porto Alegre and Belem).

A PRESENTATION OF YOUR STRUCTURE,

by answering the questionnaire at the end of this document, in order to get to know each other:

- human resources of the partner associations
- local and international networks of the partner associations
- the association's budget
- links between civil society and the political sphere
- the country's political context
- the association's activities

THE SIGNATURE OF A PARTNERSHIP CONVENTION

To this day, there is a Utopia-Mauritania association, and a partnership convention has been signed with a local association, "Initiatives Pour Tous".

Following the creation of your Utopia structure, we invite you to engage in a reflection process regarding your Utopia project, starting with:

- A reflection on 2 of the pillars (among the 5 that are put forward by Utopia):
 - Freedom of movement
 - Environment
 - Democracy
 - Food sovereignty
 - Fundamental rights
- The input of your organisation to the collective reflection of Utopia

That step will be continued during the 2016 Summer university, where the reflections of each group will be brought together, in order to elaborate a common text for Utopia World.

GETTING TO KNOW A WOULD-BE UTOPIA PARTNER ASSOCIATION

This questionnaire's goal is to give UTOPIA all the useful elements to facilitate the building of our relationship.

CREATION

- Name of the NGO/association
- Date of creation
- Founding members
- Number of members at the time of foundation
- Number of active members at the time of foundation
- Context of foundation
- Information on the legal existence of the organisation
- Status
- Starting objectives and missions
- Fields of activity

SITUATION IN 2015

- Main authority (president/board leader)
- NGO address
- Website, blog, facebook page, Twitter account
- Number of members en 2015
- Number of active members en 2015
- Dimensions : staff (volunteers, employees, number), offices, geographical presence, financial resources
- Equipment (computers, offices, reunions rooms,...)
- Fields of activity
- Activity (frequency of reunions, Skype and e-mail communications,...)
- Objectives: advancement regarding initial goals and projects, new objectives
- Contacts

INSTITUTIONAL CONTEXT

- Partners and networks in civil society (local, international), with website references
- Relations with political parties (which ones?)
- Inform us if you have any elected officials among your organisation and how many
- Relations with institutions : political, administrative, local government

MOTIVATIONS TO JOIN UTOPIA

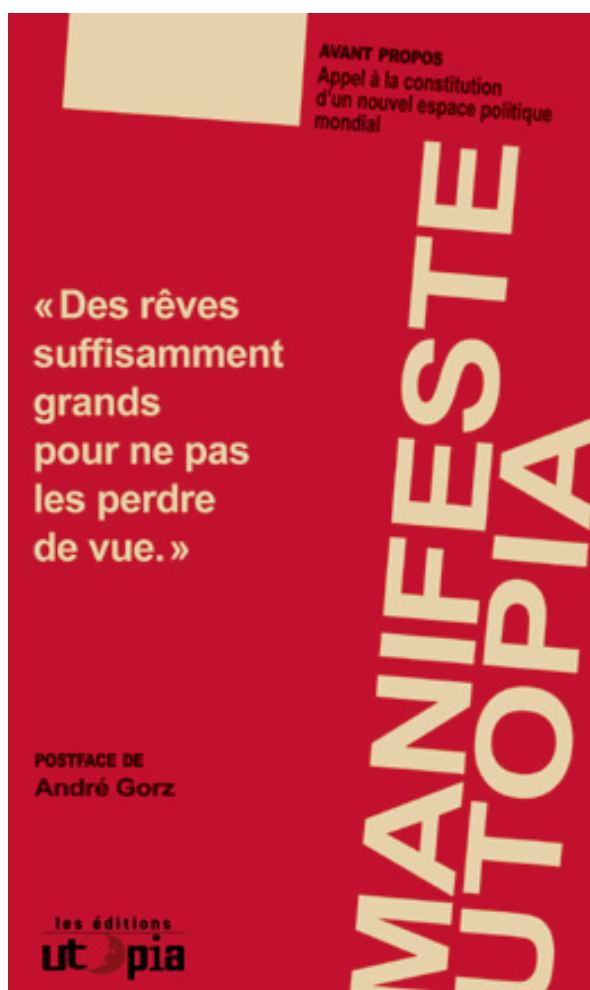
- How did you hear about UTOPIA ?
- Fundamental principles of the association, in relation to the fundamental values of UTOPIA that justify the partnership demand
- Main orientation of the partnership and main issues considered
- Expected benefits and results of the partnership (capacity strengthening, representation...)
- Explain in a few lines of text the motives for your demand

COMO CREAR UNA ASOCIACIÓN UTOPIA FUERA DE FRANCIA



Photo : © Anton Keperona

EL PROYECTO UTOPIA



Vínculo entre el movimiento social, el mundo político y el mundo intelectual, Utopía se define como una cooperativa ciudadana y política. Laboratorio de ideas, ONG, Editorial, movimiento de resistencia y de experimentaciones concretas, Utopía es todo eso a la vez.

Utopía desea esbozar los contornos de un espacio político federando pueblos, Estados, que sea cual sea su situación geográfica comparten una ambición y valores comunes: el medio ambiente como bien común de la humanidad, el acceso universal a los bienes y derechos fundamentales, la soberanía alimentaria, la libertad de circulación y de instalación de las personas y el desarrollo de nuevos espacios de democracia.

www.mouvementutopia.org / contact@mouvementutopia.org
www.facebook.com/mouvementutopia / www.twitter.com/mouvementutopia

POR UN NUEVO ESPACIO POLÍTICO MUNDIAL

Antes de proponer el diseño de un nuevo proyecto de sociedad, el Movimiento Utopía intenta deconstruir las alienaciones de nuestras sociedades dichas “desarrolladas” y en particular el dogma del crecimiento como solución a nuestros males económicos, la creencia en el consumo como único criterio de realización personal, la centralidad del valor trabajo como único modo de organización de la vida social. También pensamos que también es necesario de interrogarnos sobre la noción de progreso y el uso cada vez más cuestionado que de él se hace. La lucha contra estas alienaciones la consideramos indispensable para poder construir el proyecto de sociedad en la cual queremos vivir.

Por esto nuestro primer objetivo continúa siendo la construcción colectiva y progresiva de un proyecto de sociedad. Nosotros construimos este proyecto en forma democrática imaginando puentes entre la sociedad civil, el mundo político, académico, cultural, y los ciudadanos comprometidos.

Este proyecto de sociedad en permanente construcción esta basado sobre cinco principios que lo constituyen.



LOS CINCO PILARES DE UN NUEVO ESPACIO POLÍTICO MUNDIAL

EL MEDIO AMBIENTE, CONSIDERADO UN BIEN COMÚN DE LA HUMANIDAD

Ese primer principio es necesario para recordarnos la unión indisoluble entre lo humano y su medio ambiente, y también la obligación que tenemos de preservar la naturaleza para las generaciones futuras. La constatación de la situación actual es devastadora: abuso y derroche de recursos naturales, cambio climático, pérdida de la biodiversidad, contaminación... que nos conducen hacia modificaciones radicales de las condiciones de vida del conjunto de las poblaciones del planeta. El acceso al agua a la agricultura y a la salud... se encuentra entre los mayores desafíos del siglo XXI.

Por eso pedimos que el acceso al agua potable y el tratamiento de las aguas usadas, sean considerados como un derecho fundamental. También sostenemos la idea de políticas energéticas basadas en la sobriedad, las energías renovables y la búsqueda de una mayor eficiencia energética, considerando el acceso a la energía como otro bien fundamental. En la misma óptica, es urgente decidir y programar lo más rápido posible una salida del nuclear en los países que lo utilizan. Es también crucial replantear el debate sobre el extractivismo y sus relaciones con la deuda pública y la deuda ecológica.

EL ACCESO UNIVERSAL A LOS DERECHOS Y BIENES FUNDAMENTALES

¿Como esperar desarrollarse como ser humano y ejercer plenamente su ciudadanía sin acceso a los derechos fundamentales tales como un techo, el agua el tratamiento de las mismas, un mínimo de alimentos, acceso a una información libre e independiente, a una educación gratuita...? Hoy la lógica dominante asocia sistemáticamente un deber a cada derecho, yendo así contra la Declaración universal de los derechos Humanos (que prevé derechos ligados al individuo por el solo hecho de su existencia). Nosotros deseamos ampliar y consolidar el acceso efectivo y universal a los derechos fundamentales, ya sean civiles o políticos, pero también económicos, sociales y culturales. Sean cuales fueren las condiciones de acceso a esos bienes comunes inalienables, incondicionales y universales (vía empresas públicas, de la economía social y solidaria o una apropiación pública y ciudadana...) todos ellos deben salir del sistema de mercantilización y de privatización gobernado por la ley de la máxima ganancia.

El derecho de acceso a un mínimo de recursos es la condición de una existencia digna. Es por esto que nosotros defendemos en particular, la instauración de una renta básica universal distribuida incondicional e igualitariamente a todas las ciudadanas y ciudadanos. Se trata finalmente de defender una visión ampliada de los bienes y derechos fundamentales sobre los cuales podría construir por fin una ciudadanía plena y entera.

LA SOBERANÍA ALIMENTARIA

Concepto desarrollado por centenas de ONG mundiales la soberanía alimentaria establece el derecho para cada país de proteger su producción y por lo tanto su autonomía alimentaria, de los peligros del libre intercambio. Hoy nuestro planeta tiene la capacidad de alimentar el conjunto de los seres humanos y sin embargo más de un millar de ellos sufren de subalimentación. Acerca de ese tema nosotros hacemos las proposiciones de Vía campesina : dar prioridad a una agricultura local ecológica, Velar porque los productores sean remunerados con el salario justo en relación a su producción, trabajar por una verdadera redistribución de las tierras, proteger las semillas, negarse a la imposición de las patentes, y luchar contra los OGM. Se trata también de desarrollar la relocalización de las producciones como respuesta a los daños medio ambientales y sociales, a la destrucción de los equilibrios locales y regionales generados por la mundialización comercial y financiera.

LA LIBERTAD DE DE CIRCULACIÓN Y DE INSTALACIÓN DE LAS PERSONAS

Nosotros consideramos que los flujos migratorios son antes que nada un factor de enriquecimiento cultural y social y que el planeta es un patrimonio común. El derecho a la migración nos parece por lo tanto, un derecho fundamental. Además estimamos que los derechos fundamentales otorgados a los ciudadanos de un país deben ser acordados del mismo modo a los inmigrantes. Una política migratoria abierta y humanista es hoy mas que necesaria, en particular cuando se sabe que la presión migratoria es alimentada por la instauración de un orden económico mundial cada vez mas desequilibrado y que la ayuda al desarrollo acordada por los países económicamente ricos no ha dejado de bajar desde los años 1990.

En ese marco, Utopía ha creado junto a Emaús Internacional y a France-Libertés-Daniëlle Mitterrand, la organización por una Ciudadanía Universal que defiende en particular la iniciativa del pasaporte de ciudadanía universal, y la perspectiva de un nuevo tratado internacional sobre los derechos de los migrantes y de la ciudadanía universal, herramienta política destinada a promover la libertad de circulación e instalación de las personas como un derecho fundamental.

EL DESARROLLO DE NUEVOS ESPACIOS DE DEMOCRACIA

En circunstancias en que numerosos pueblos expresan su deseo de democracia en el mundo árabe, en Asia, en África, las democracias occidentales aparecen cada vez mas enfermas; tasas de abstencionismo de los alumnos, desconfianza de lo político, implicación popular limitada,... sin embargo algunos avances existen: son un testimonio los procesos de las constituyentes en Islandia, en Ecuador. Dichos ejemplos tienen por supuesto cada uno sus límites, pero la refundación democrática no deja por ello de estar en el corazón de todo proyecto de emancipación y de transformación social. Ella tiene que lograr el establecimiento de instituciones basadas en el respeto de dos principios indisolubles: el respeto de los derechos y libertades individuales y colectivas así como la igualdad de los ciudadanos. La democracia debe ser defendida como un valor "universal" que si bien no significa una uniformización de los regímenes y de las instituciones, otorga al individuo derechos, protege las minorías y combate las alienaciones.

Por todo lo dicho, hacemos un llamado a la puesta en marcha de un proceso constituyente mundial, que permita la creación de nuevas instituciones y la reconsideración del papel de las Estados naciones que irán construyendo una transición hacia una profunda reforma del sistema de Naciones Unidas ONU, de acuerdo con las nuevas necesidades del mundo multipolar emergente.

Consideramos en fin que la soberanía popular debe ser reafirmada, en particular a través del desarrollo de un poder de iniciativa y de control ciudadano.

Esta soberanía popular y esta nueva concepción de una democracia más participativa, será inscrita en el marco más amplio pero indispensable de los derechos de los pueblos a disponer de sí mismos y a tomar todas las medidas necesarias, propias a consolidar la paz, basada en el principio de no agresión y de no ingerencia mutua en los asuntos internos así como también para reforzar sus lazos fraternales, sin distinción de raza, de sexo, de lengua o de religión.

Este llamado está dirigido a todas las organizaciones que van en la misma dirección, aún si se desarrollan con otros métodos o se concentran en ciertos temas específicos para cambiar esta situación, por esto es que hacemos un llamado a unirse a nuestra cooperativa política y ciudadana Utopía. La dinámica ha comenzado, las redes se construyen. Produzcamos colectivamente un pensamiento nuevo a la altura de los desafíos de hoy, juntos.

CONSTITUCIÓN DE UNA RED MUNDIAL UTOPIA

Para responder a las solicitudes de asociación formuladas por algunos países de África y América Latina y organizar una red mundial lo más amplia y coherente posible, les hacemos la proposición siguiente:

UN ENCUENTRO EN EL FSM DE TÚNEZ,

si usted tiene la posibilidad de ir, que tendrá lugar del 24 al 28 de marzo 2015. Utopía estará ampliamente representada, ya que desde ahora hemos comenzado a trabajar sobre los siguientes temas:

- libertad de circulación y de instalación con la O.C.U. (www.o-c-u.org),
- gobernanza alternativa de las migraciones con la O.C.U.,
- clima, en particular los refugiados climáticos,
- **constitución de una red mundial utopía** con las asociaciones interesadas en la creación de una asociación de cooperación con Utopía.

Utopía estuvo presente en el FSM de Túnez en 2013 y en Dakar en 2011, así como también en el de Porto Alegre (América latina) en 2001.

UNA PRESENTACIÓN DE SU ORGANIZACIÓN,

respondiendo al cuestionario adjunto, para conocernos:

- medios humanos de la asociación
- redes locales e internacionales
- presupuesto de la asociación
- articulación de la asociación entre la sociedad civil y la política
- contexto político del país
- modos de acción de la asociación

LA FIRMA DE UNA CONVENCIÓN DE COLABORACIÓN ENTRE ASOCIACIONES

Actualmente existe Utopía-Mauritania y una convención de asociación ha sido firmada con una asociación local "Iniciativas Para Todos".

Una vez creado su grupo Utopía, nosotros le proponemos llevar adelante en conjunto, una reflexión sobre vuestro proyecto Utopía que comenzará por:

- una reflexión sobre 2 de los pilares (entre los 5) propuestos por Utopía:
 - libertad de circulación
 - medio ambiente
 - otra área de discusión que ustedes deseen abordar con Utopía
- el aporte de vuestra organización (y el mutuo) a la reflexión colectiva de Utopía.

Esta etapa se proseguirá en la Universidad de Verano 2016 con la puesta en común de las reflexiones de los diferentes grupos, para llegar a la elaboración de un texto común Utopía Mundo.

CONOCER LA ASOCIACIÓN/ONG QUE SOLICITA UNA RELACIÓN DE COLABORACIÓN CON UTOPIA

Este cuestionario tiene por objetivo de proporcionar a UTOPIA todos los elementos útiles para facilitar las relaciones.

CREACIÓN

- Nombre de la asociación/ONG
- Fecha de creación
- Miembros fundadores
- Número de miembros adherentes en la fecha de su creación
- Número de miembros activos en la fecha de su creación
- Circunstancias de la creación
- Elementos de información sobre la existencia legal
- Estatutos
- Objetivos, misiones y proyectos iniciales
- Área(s) de actividad

SITUACIÓN ACTUAL EN 2015

- Responsable (presidente) dirección de la ONG o asociación
- Sitio web, blog, página facebook, cuenta Twitter
- Número de miembros adherentes en 2015
- Número de miembros activos en 2015
- Dimensión: personal (benévolos, asalariados y número de los mismos), locales, cobertura geográfica, recursos financieros
- Material: (computadoras, sala de formación, sala de reunión)
- Área (s) de actividades
- Funcionamiento (frecuencia de las reuniones, por correo electrónico, por skype...)
- Objetivos: estado de realización de los objetivos y proyectos iniciales, nuevos objetivos
- Contactos

CONTEXTO INSTITUCIONAL

- Asociaciones y redes de la sociedad civil (locales, internacionales) colaboradores y redes de la sociedad civil, (locales, internacionales), proporcionar las direcciones de los sitios WEB
- Relaciones con los partidos políticos (¿cuáles?)
- Precisar si entre los miembros de su ONG o asociación, hay representantes electos y cuantos
- Relaciones con las instituciones: políticas, administrativas, departamentales, colectividades territoriales.

MOTIVACIONES PARA HACER PARTE DEL MOVIMIENTO UTOPIA

- ¿Cómo conocieron ustedes UTOPIA?
- Los fundamentos de la asociación colaboradora en relación con los fundamentos de Utopía a los cuales hay que adherir para crear una Utopía local.
- Grandes orientaciones de la asociación y problemáticas planteadas
- Utilidades y resultados esperados (por ejemplo, fortalecimiento de las capacidades, representación...)
- Explicar en pocas líneas las motivaciones de la solicitud